



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2014252-0004

signé par
Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre

le 09 Septembre 2014

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté mettant en demeure la société
CHIMICOLOR de respecter certaines
prescriptions de l'arrêté préfectoral
d'autorisation N ° 99- E-623 du 16 mars 1999
pour ses installations de traitement de surface
qu'elle exploite ZI route de Tours sur le
territoire de la commune de BUZANCAIS



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

**mettant en demeure la société CHIMICOLOR
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral
d'autorisation n° 99-E-623 du 16 mars 1999 pour ses installations de traitement
de surface qu'elle exploite, ZI route de Tours,
sur le territoire de la commune de BUZANCAIS (36500).**

Le Préfet de l'Indre,

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 514.1 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-E-623 du 16 mars 1999 autorisant la société CHIMICOLOR, à poursuivre et étendre l'exploitation d'un atelier de traitement de surface, route de Tours, à BUZANCAIS ;

Vu le courrier de transmission du rapport d'inspection, daté du 14 août 2014, adressé par la DREAL à la société CHIMICOLOR ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 18 août, proposant une mise en demeure,

Considérant l'inspection de l'établissement réalisée le 2 juillet 2014 par l'inspection des installations classées ;

Considérant les constats formalisés à l'issue de l'inspection susmentionnée ;

Considérant que l'exploitation des installations est menée dans des conditions insatisfaisantes et qu'il importe pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin dans les plus brefs délais à cette situation.

Sur proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,

Article 1 : Mise en demeure

La société CHIMICOLOR dont le siège social est situé ZI route de Tours, 36500 BUZANCAIS, est mise en demeure de respecter sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-E-623 du 16 mars 1999, implantées sur le territoire de la commune de BUZANCAIS – ZI route de Tours, 36500 BUZANCAIS, les prescriptions techniques suivantes :

Article II.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

« Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet de l'Indre avec tous les éléments d'appréciation. »

Second point de l'article III.1.B de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés. »

Premier et troisième points de l'article III.2.D.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

A propos des émissions atmosphériques.

« Une campagne d'évaluation est menée lors de la mise en service des installations de façon à valider que les normes définies à l'article III.2.C.b soient respectées. »

« Cette campagne est renouvelée tous les trois ans, les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées. »

Quatrième point de l'article III.5.D.e de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

A propos des installations électriques.

« Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs »

Article III.5.I.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

« Cette équipe reçoit une formation adaptée et périodique vis à vis du risque incendie. »

Second point de l'article III.5.D.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-E-623 du 16 mars 1999 :

« En dehors des heures de travail, la surveillance permanente sera assurée :

- par un agent ou préposé chargé spécialement de cette fonction, équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte et disposant d'un logement ou abri approprié ;

ou

- par télésurveillance assurée par une entreprise de surveillance ou gardiennage dûment autorisée lorsqu'il n'y a pas de gardien sur place ou après les heures de service de celui-ci. »

Article 2 : Justificatifs

L'exploitant transmettra à Monsieur le préfet de l'Indre, direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, tout document ou information utile justifiant de l'accomplissement des mesures prises, afin de respecter les dispositions prévues à l'article 1 ci-dessus.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Notifications

Le présent arrêté sera notifié à la société CHIMICOLOR, ZI route de Tours à BUZANCAIS dont le siège social est situé à la même adresse.

Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune de BUZANCAIS et à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du tribunal administratif.

Article 6 : Exécution

La directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, le maire de Buzançais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GIRAUD